



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 13 février 2017 (1<sup>ère</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2017-02-01/11**

**OBJET : Demande d'attribution d'une subvention au centre communal d'action sociale (CCAS) de Morne à l'Eau pour l'organisation d'un colloque sur l'éducation et la sexualité intitulé « Fanmi, ki jan nou ka lèvé timoun an nou »**

L'an deux mille dix-sept, le treize février à 19h01, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNILLIE Denis, Mme DELORD Jocelyne, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme LORMIEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)**

M. HILL Joseph, à M. ANZALA Jean  
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle

**CONSEILLERS EXCUSES : Un (1)**

M. HERMIN Georges

**CONSEILLERS ABSENTS : Dix (10)**

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Carol, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, M. MITEL Florent, M. ROUX Harry.

**A été élue secrétaire de séance : Mme RAMPATH Sheila**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), particulièrement en son article L. 5211-11 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'Agglomération ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**



**Considérant** que dans le cadre de ces missions, le CCAS de la ville de Morne à l'Eau a réalisé une analyse sociale de son territoire.

**Considérant** que les éléments qui ont émergé de ces travaux font apparaître entre autres la problématique autour de « l'estime de soi, l'estime de l'autre, le rapport au corps » (comportements à risques, addictions, tenues vestimentaires)

**Considérant** que le CCAS sollicite la CANGT pour une subvention à hauteur de 10 000,00 € (dix mille euros) pour le poste communication.

**Considérant** que la commission politique de la ville réunit le 17 janvier 2017 a émis un avis favorable pour l'attribution d'une subvention de 2205.95€ correspondant aux dépenses relatives au poste « impression ».

**Considérant** que cette somme sera attribuée sous réserve de présentation des factures et tous autres éléments nécessaires à la gestion du dossier.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

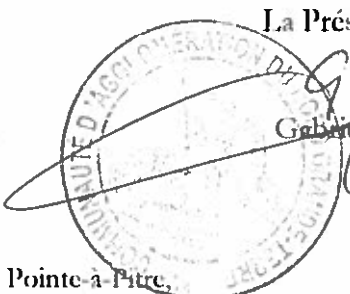
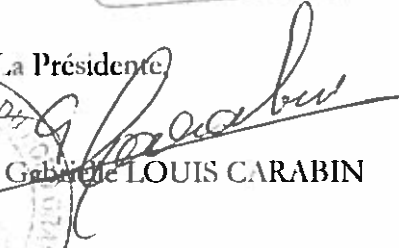
## **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer une subvention de deux mille deux cent cinq euros et quatre-vingt cents (2 205,95€) au CASS de Morne-A-L'Eau.

**ARTICLE 2 :** Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

  
La Présidente  
  
Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues - 97100 Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*